



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique et réglementation

Question au Gouvernement n° 219

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ

M. le président. La parole est à M. Thierry Benoit, pour le groupe Union des démocrates et indépendants
M. Thierry Benoit. L'emploi, monsieur le Premier ministre, l'emploi, c'est la priorité des Français et nous la partageons tous sur ces bancs.

Malheureusement, six mois après votre prise de fonction, vos paroles ne sont pas suivies d'effets. Semaine après semaine, toutes les forces productives de notre pays vous lancent des appels pour sauvegarder l'emploi. Semaine après semaine, elles vous demandent d'agir massivement sur les charges qui pèsent sur nos entreprises.

Nous avons eu un espoir lorsque vous avez parlé de choc de compétitivité. Puis le choc s'est transformé en " trajectoire " ; maintenant, le Président de la République nous annonce un " pacte ", étalé sur cinq ans.

Puisque la parole publique a perdu toute cohérence, regardons vos actes. Que faites-vous pour préserver l'emploi depuis votre arrivée au gouvernement ? (*" Rien ! " sur les bancs du groupe UMP.*) En juillet, vous avez supprimé la TVA emploi, transféré 13 milliards sur les entreprises et refiscalisé les heures supplémentaires ! Aux mois de septembre et d'octobre, vous avez imposé des taxes sur les cessions d'entreprises, sur les travailleurs indépendants, sur les auto-entrepreneurs, ou encore sur les particuliers employeurs. Qui paiera votre inaction en novembre ?

Il y a donc bien eu un choc de compétitivité, mais à l'envers, avec une augmentation de 30 milliards des charges pesant sur les entreprises !

M. Jean-Louis Borloo. C'est vrai !

M. Thierry Benoit. Aujourd'hui, il faut trouver 60 milliards d'euros pour les aider à inverser la courbe du chômage. Monsieur le Premier ministre, à la veille de la remise du rapport de Louis Gallois - dont vous avez déjà annoncé le contenu et rejeté les conclusions -, quelles sont les pistes de réforme envisagées par le Gouvernement ?

Faut-il rappeler que 45 000 femmes et hommes se sont ajoutés aux 3 millions de demandeurs d'emploi au mois de septembre ? Les Français attendent que ceux qu'ils ont portés au pouvoir fixent un cap ! Quel est ce cap ? Des solutions existent, elles sont là, devant nos yeux. Quand allez-vous réagir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*)

M. Marc Le Fur. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Veuillez écouter la réponse dans le silence, ne serait-ce que par respect de notre fonction !

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, nous avons demandé à Louis Gallois, un patron patriote, désintéressé, qui a dirigé de main de maître EADS et obtenu des résultats extraordinaires pour notre pays et pour l'industrie aéronautique, de rédiger un rapport, qu'il rendra le 5 novembre.

Ce rapport exprime une opinion, partagée d'ailleurs par un certain nombre d'intervenants dans ce débat.

M. Christian Jacob. Vous êtes pro-Gallois ?

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Le Parlement a donné son opinion - l'opposition ne s'en est pas privée -, les organisations syndicales elles-mêmes ont été sollicitées lors de la grande conférence sociale, où je me trouvais

à animer un atelier sur cette question aux côtés de Louis Gallois.

Le débat est ouvert, monsieur le député. Il serait intelligent de le mener collectivement dans le respect de nos opinions respectives, car notre pays est confronté à de graves difficultés économiques.

Lorsqu'il y a dix ans, nous avons remis avec Lionel Jospin les clés à la droite, la balance commerciale était équilibrée ; aujourd'hui, le déficit est de 70 milliards.

Vous en appelez à une politique de compétitivité, mais que ne l'avez-vous menée ces dix dernières années ?

(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.) Vous nous demandez de prendre des mesures d'urgence. Mais où sont celles que vous pouviez mettre en oeuvre il y a encore quelques mois ?

(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)

M. Yves Censi. Vous les avez supprimées !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Lorsque M. Fillon a déclaré à son arrivée à Matignon qu'il était à la tête d'un État en faillite, il n'a pris aucune mesure de nature à remédier à cette faillite. C'est le gouvernement de Jean-Marc Ayrault qui est obligé de les prendre. Modestie, prudence, humilité, nous réussirons ensemble ! *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Thierry Benoit](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (6^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 219

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 octobre 2012](#)